

n°57  
avril 2008



> **Orientations pour l'après-municipales**

p. 3



> **Le MNR aux cantonales et aux municipales**

p. 14



> **Le scandale du Kosovo indépendant**

p. 16

# Le MNR continue le combat pour la refondation !



Les dernières élections municipales et cantonales ont très clairement montré que les Français ont fini d'être abusés par Sarkozy. Elles révèlent également que la gauche, qui a profité de ce désamour, n'incarne aucun renouveau. Enfin, elles ont confirmé le déclin aggravé du FN.

La situation présente est donc celle d'une classe politique en crise globalement rejetée par les Français pour lesquels la droite nationale ne représente aujourd'hui aucun espoir.

Dans le même temps, l'état de notre pays continue de se dégrader : la France s'aligne sur les États-Unis, le pouvoir d'achat est en berne, les finances publiques sont dans le rouge, le politiquement correct triomphe dans tous les domaines et l'immigration continue de déferler.

Nos idées, nos valeurs et notre projet sont donc plus que jamais nécessaires pour la France et l'Europe. Et sans doute ces idées sont-elles secrètement attendues par nos compatriotes qui ne reprennent intérêt à la politique que lorsqu'elles sont mises en avant comme lors des présidentielles ou du dernier référendum.

Le moment n'est donc pas venu de baisser les bras. Notre famille politique représente le seul véritable espoir de redressement et de renouveau correspondant aux aspirations des Français et à la réalité du monde d'aujourd'hui.

Encore faut-il que notre courant s'organise pour présenter une force crédible, séduisante et moderne, capable de concrétiser cet espoir pour notre pays.

C'est plus que jamais le projet et la volonté du MNR.

**Bruno MÉGRET**

## Tract à diffuser :

### VOULEZ-VOUS D'UNE FRANCE OÙ L'ON DÉTRUIT LES ÉGLISES ET CONSTRUIT DES MOSQUÉES ?

page 8

Retenez déjà cette date :

**X<sup>e</sup> université d'été du MNR**  
30 et 31 août 2008

# > 60 jours vus du MNR

**L'actualité à travers une sélection de communiqués de presse officiels du MNR**

29 mars

■ **Si le gouvernement veut combattre les islamistes, mieux vaut le faire d'abord en France plutôt qu'en Afghanistan**



Isabelle Laraqeu, membre du bureau national du MNR, s'étonne de la décision de M. Sarkozy d'envoyer de nouvelles troupes françaises combattre les talibans en Afghanistan. Il est en effet surprenant que le gouvernement déclare maintenant vouloir combattre le ter-

rorisme islamique avec la plus grande fermeté alors qu'il manifeste une très grande mansuétude à l'égard des mouvements islamistes qui ne cessent de se développer sur notre sol. Avant de jouer les supplétifs de l'armée américaine en Afghanistan contre les militants islamistes, le gouvernement ferait mieux de monter en première ligne contre eux dans les cités de Seine-Saint-Denis et d'ailleurs.

2 avril

■ **Réintégration dans l'OTAN : Sarkozy place la France sous tutelle américaine**



Yann Phélippeau, membre du bureau national du MNR, déplore que le président de la République ait décidé la réintégration pure et simple de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN. La distance qu'avait prise la France avec cette organisation sous tutelle américaine était pour-

tant une constante de la politique étrangère de notre pays et garantissait son indépendance. Rejoindre l'OTAN, qui n'a plus de raison d'être militaire depuis l'effondrement du bloc soviétique, montre en réalité la volonté de Sarkozy de s'aligner systématiquement sur les positions américaines. Ce changement majeur dans la politique extérieure de notre pays affaiblit le prestige et la souveraineté de la France.

## IN MEMORIAM

■ C'est avec une grande tristesse que nous avons appris la mort de Gilbert SALLERIN. Ancien combattant AFN, il était un soutien fidèle et actif de la fédération MNR du Var jusqu'à ces derniers jours.

■ Nous avons eu le regret d'apprendre le décès de Rémy CHANGEUX, ingénieur conseil, ancien combattant AFN, lieutenant-colonel honoraire et chevalier de la Légion d'honneur. Il était un militant exemplaire du MNR dans le Var.

**Bruno Mégret et le bureau national du MNR adressent à leurs familles et à leurs proches leurs amicales condoléances.**



N°57 - avril 2008 - Directeur de la publication : Michel Colin  
Périodicité : mensuel - Rédaction : 15, rue de Cronstadt - 75015 Paris  
Date de la parution : avril 2008 - Commission paritaire : n° 0512P11309  
Éditeur : MNR - Imprimeur : RPN (Livry-Gargan)

## L'immigration responsable des trois quarts du déficit de la France

À l'occasion de la journée contre le racisme, *Contribuables associés* a publié une étude fort intéressante sur le coût réel de l'immigration dont nous donnons ci-dessous un court aperçu.

Cette étude effectuée à partir des chiffres officiels constitue donc une estimation minimale incontestable. Les immigrés présents dans notre pays y sont par exemple estimés à 6,8 millions, soit 11% de la population métropolitaine. L'immigration y est considérée à la fois comme une source de richesse et de coûts, pour le pays d'origine, le pays d'accueil et le migrant. Mais, au bout du compte, ce sont les contribuables qui financent cette politique et son déficit de plus de 26 milliards d'euros.

En effet, selon cette étude, l'immigration proprement dite coûterait au total 71,76 milliards d'euros (coûts sécuritaires, coûts fiscaux et sociétaux, coût de la protection sociale, etc.) et ne «rapporterait» que 45,57 milliards d'euros. L'immigration serait donc responsable des trois quarts du déficit public de la France. Face à ce problème complexe, il est important de se fonder sur la vérité des chiffres :

- La France compte 6 868 000 immigrés, soit 11% de la population métropolitaine.
- L'immigration réduit des deux tiers la croissance du PIB.
- Le coût de l'immigration en France est de 71,76 milliards d'euros.
- Les recettes liées à l'immigration en France sont de 45,57 milliards d'euros.
- Le déficit dû à l'immigration et supporté par les contribuables est de 26,19 milliards d'euros.
- Lorsqu'une personne immigrée ne repart pas dans son pays d'origine à la fin de son contrat de travail, c'est l'État (le contribuable) qui prend en charge le coût des prestations sociales.
- Les immigrés extra-européens et leurs descendants perçoivent 22% des prestations sociales.
- Le coût unitaire des demandes d'asile est de 15 000 euros
- Les dépenses sécuritaires liées à l'immigration s'élèvent à 5,2 milliards d'euros.
- Le travail au noir concerne au minimum 500 000 personnes immigrées et représentent un manque à gagner pour l'État de 3,810 milliards d'euros.
- 65 à 90% des prostituées sont étrangères.
- Le taux de chômage des immigrés est le double de celui des non immigrés.
- Les prestations sociales constituent 14% du revenu moyen des ménages immigrés contre 5% pour les ménages non immigrés.

# Échec de l'UMP, déclin du FN : il faut une *refondation*

**Le résultat des dernières élections révèle une grave crise politique. Sarkozy a échoué, le système est rejeté par les Français. Mais le FN est de plus en plus affaibli et refuse toute union et toute rénovation. Le moment est donc venu d'engager sans lui une refondation de la droite nationale. Le rôle du MNR est essentiel à cet égard.**

Le résultat des dernières élections municipales et cantonales vient confirmer l'analyse que nous faisons de la situation politique.

## **Sarkozy : la désillusion**

Ce scrutin a en effet été marqué par la défaite de l'UMP. Après la chute de Sarkozy dans les sondages, ce sont les urnes qui ont parlé. Nos compatriotes éprouvent une grande déception et il est faux de dire qu'ils rejettent le style mais non la politique de Sarkozy. Cette présentation tendancieuse et complaisante ne correspond nullement à la réalité. Il est certain que les Français ont été exaspérés par le style « parvenu » de M. Sarkozy, par ses lunettes noires, ses Rolex, ses voyages luxueux au soleil, sa fréquentation du show-biz et son mariage avec un top model. Mais si dans le même temps il avait mené un véritable changement porteur d'espoir, soyons certains que nos compatriotes auraient pardonné au président ses écarts de comportement. En réalité, ils lui reprochent de ne pas avoir réalisé la rupture pourtant promise et d'avoir trahi les espoirs qu'il avait suscités.

## **Droite nationale : conserver l'espoir**

Gageons d'ailleurs que la défaite de Sarkozy et de l'UMP aurait été encore beaucoup plus spectaculaire s'il y avait eu dans l'opposition une force crédible capable d'incarner un espoir. Or, les socialistes ne représentent aucune alternative séduisante. Leurs projets ne correspondent nullement aux aspirations de nos compatriotes et encore moins à la réalité du monde d'aujourd'hui. Et c'est bien parce que les Français rechignent à voter socialiste tout en voulant exprimer leur déception à l'égard de Sarkozy que l'absten-

tion a été aussi massive. La classe politique est plus que jamais rejetée.

Du côté du FN, la situation n'est pas meilleure : contrairement à ce qu'ont dit ses dirigeants, il vient de connaître une nouvelle défaite. Le nombre de listes aux élections municipales, dans à peine plus de 80 villes, révèle une grave perte d'enracinement. Quant aux résultats plus que médiocres, ils montrent que le FN n'est plus considéré comme une force d'avenir. Le Front national est en train de quitter la scène politique. Il n'est d'ailleurs plus invité sur les plateaux de télévision, et tout le monde, dans les médias comme dans les partis institutionnels, considère qu'il n'est plus un problème.

## **FN : échec de l'union**

Nous devons donc tirer les leçons de cette situation nouvelle. Une situation paradoxale car elle est à la fois très inquiétante et porteuse d'espoir. Ce serait en effet une grave erreur de penser que tout est maintenant terminé pour nos valeurs et notre combat. Car nos idées constituent toujours l'espoir secret de nos compatriotes. Ce sont nos idées auxquelles ils aspirent. Par ailleurs, la classe politique est plus que jamais contestée. L'opération Sarkozy pour tenter de sauver le système a d'ores et déjà échoué. Nous sommes donc dans une configuration extraordinaire où nos adversaires sont rejetés et où nos idées sont attendues pour assurer le redressement du pays. Pourtant, dans le même temps, la droite nationale semble ne plus compter.

Cette évolution est due au FN lepéniste qui représente maintenant une structure obsolète

obstinément rétive à toute rénovation véritable. Le FN, dominée par une famille Le Pen de plus en plus crispée, se délite en hommes, en moyens, en idées et en crédibilité. Et ceux qui s'imaginent que le renouveau viendra quand on changera le prénom du président du FN se trompent lourdement. Car Marine Le Pen contribue en réalité à accélérer la destruction du FN en le vidant de toute substance idéologique, en éliminant tous ceux qui comptent à l'intérieur et en refusant tout dialogue avec ceux qui existent à l'extérieur.

## **Le MNR : pour la refondation**

Le MNR, dont les résultats aux cantonales bien que très modestes n'ont pas été si mauvais, doit tirer les conclusions de cette situation. C'est ce qu'a fait son bureau national lors de sa dernière réunion. Il estime que la stratégie de rénovation par l'union avec le FN a totalement échoué. Elle s'est heurtée au sectarisme de la famille Le Pen aussi bien à la présidentielle et aux législatives qu'aux municipales et aux cantonales. Il faut donc maintenant mettre en œuvre une démarche de refondation par le rassemblement en dehors des structures existantes. C'est à cela que nous devons nous consacrer de façon pragmatique en encourageant toutes les initiatives qui vont dans ce sens. Et c'est la raison pour laquelle nous apportons notre soutien à la création du Comité d'initiative pour la refondation qui a vu le jour récemment.

Le MNR reste le seul noyau dur capable de porter cette rénovation. Il doit se consolider, reprendre l'initiative sur le terrain et participer à toutes les entreprises de rassemblement.

**Bruno Mégret**

# Des résultats modestes mais encourageants pour le MNR

**Les contingences financières et sa volonté d'éviter au maximum toute concurrence avec le FN ont conduit le MNR à une présence assez modeste aux élections municipales et cantonales : sept listes municipales ont été constituées et une trentaine de candidats se sont présentés aux élections cantonales. Dans ce contexte difficile, les résultats obtenus par nos candidats ne sont pas négligeables.**

Le MNR a pris sa place lors des élections municipales des 9 et 16 mars dernier en constituant des listes directement sous son égide au Havre (76), à Romainville (93), à Sartrouville (78), à Roubaix (59), aux Sables-d'Olonne (85) et à Marseille (3<sup>e</sup> secteur) mais aussi en participant à des listes conduites par le FN ou d'autres composantes de la droite nationale (Libourne, Évreux, Paris, Herblay, Dreux, Wattrelos, Lomme, Tourcoing, Nice, etc.).

Privilégiant résolument une démarche de rassemblement du camp national pour offrir localement une alternative aux listes de la classe politique, les candidats du MNR aux élections cantonales et municipales ont

mené campagne pour améliorer la sécurité, limiter les méfaits de l'immigration, baisser les impôts et faire la chasse aux gaspillages.

Si les résultats ont été marqués par un clair désaveu de Sarkozy de la part des nombreux électeurs qui pensaient qu'il mènerait une politique de «rupture», la droite nationale, toutes tendances confondues, n'a bénéficié que modérément de cette déception qui a permis à la gauche de retrouver quelques couleurs



grâce à un phénomène classique de « zapping » électoral.

Dans ce contexte difficile, marqué cependant par un léger redressement du camp national, le MNR est parvenu, là où il était présent, à remobiliser une partie de l'électorat habituel de la droite nationale. Ainsi, deux listes municipales ont franchi la barre des 5% ainsi que la moitié des candidats MNR aux cantonales. ■

## Résultats des listes MNR aux élections municipales :

- Romainville (93)	Gilles BARIAL	6,48 %
- Sartrouville (78)	Nicolas BAY	5,23 % (1 élu)
- Les Sables-d'Olonne (85)	Paul PETITDIDIER	4,15 %
- Le Havre (76)	Philippe FOUCHÉ-SAILLENFEST	3,98 %
- Paris 19 <sup>e</sup> (75)	Roland CURTET	3,63 %
- Roubaix (59)	Luc VAN ENGELANDT	2,83 %
- Marseille - 3 <sup>e</sup> secteur (13)	Hubert SAVON	0,98 %

## Résultats des candidats MNR aux élections cantonales :

- Chabanats (16) - Magalie DENYS : 12,70 %	- La Ruelle-sur-Touvre (16) - Jean-Michel ANDRÉ : 6,00 %	- Mantes-la-Jolie (78) - E. NORBERT-COUADE : 4,79 %
- Dole-sud-Ouest (39) - Gérard CRETIN : 11,57 %	- Gendrey (39) - Bernard RICHARD : 5,77 %	- Neuilly-Plaisance (93) - Alain RIVIÈRE : 4,66 %
- Saint-Yrieix (87) - Thomas BOULESTEIX : 8,90 %	- Domevre-en-Haye - Catherine DAVION : 5,64 %	- Roubaix-Ouest (59) - Luc VAN ENGELANDT : 4,17 %
- Soultz-sous-Forêts (67) - Gabriel BASTIAN : 8,80 %	- Le Beausset (83) - Pierre-Laurent CHABLE : 5,62 %	- La Rochefoucauld (16) - André MICHAUD : 4,12 %
- Dammartin-en-Goële (77) - Jacques OUDIN : 8,63 %	- Brûlon (72) - Claude VIGNOT : 5,51 %	- St Laurent en Granddvaux (39) - Jean HOELLARD : 3,58 %
- Vandœuvre-Est (54) - Françoise SCHULLER : 8,40 %	- Montreuil-Est (93) - Patricia VAYSSIÈRE : 5,35 %	- Chaumergy (39) - Michel SEURET : 3,45 %
- Briey (54) - Corinne JACQUET : 7,60 %	- Neuilly-sur-Marne (93) - Herminia FARDEAU : 4,90 %	- Vibraye (72) - Jean-François LAGRANGE : 3,14 %
- Bouloire (72) - André DOVILLEZ : 6,48 %	- Poligny (39) - Jean-Etienne NORMAND : 4,84 %	
- Blanzac (16) - Pierre-Hervé CASTAY : 6,19 %	- Verny (57) - Jean-Marie NICOLAY : 4,81 %	



# Le MNR soutient toutes les initiatives pour le rassemblement et la refondation

**La stratégie d'union avec le FN n'a pas donné les résultats qu'on en espérait. Il nous faut donc élargir notre démarche et mettre en œuvre une stratégie de rassemblement pour préparer la refondation et la réémergence de notre famille politique. La création du Comité d'initiative pour la refondation va dans ce sens et, à ce titre, le MNR la soutient.**

Comme le bureau national du MNR en a pris acte, la stratégie d'union avec le FN n'a pas répondu à nos attentes malgré les avantages que nous en avons tirés sur le plan médiatique et auprès des sympathisants de la droite nationale. À la présidentielle, malgré le soutien désintéressé accordé à Jean-Marie Le Pen, le MNR n'a pas pu mener campagne. Aux législatives, aucun accord n'a pu être trouvé et les Le Pen ont même placé un candidat face à Bruno Mégret. Aux municipales et aux cantonales, il en est allé de même. Aucune liste d'union n'a pu se constituer de façon loyale. Les seules qui ont pu l'être l'ont été avec des candidats en rupture de ban avec le FN. Quelques jours avant le scrutin, Le Pen qui passait sur France 2 au journal de 20 heures a même consacré la moitié de son temps de parole à attaquer Bruno Mégret. Quant à sa fille, elle a déclaré vouloir la mort du MNR et ne cesse de mettre en cause son président.

## Le rassemblement, pas l'union

Il est donc temps de tirer les conclusions de cette situation et de préparer la relève en menant une stratégie de rassemblement avec tous ceux qui souhaitent le renouveau de notre famille politique. Le MNR va maintenant consacrer tous ses efforts à cette stratégie de refondation qui passe par le rassemblement et la rénovation. C'est dans cet esprit qu'il soutient toutes les initiatives allant dans ce sens et notamment le Comité d'initiative pour la refondation qui vient d'être constitué.

Cet organisme nouveau n'est pas un parti politique mais une structure qui a pour objet de préparer la refondation. Il s'agit de rassembler toutes les bonnes volontés qui veulent créer

une force politique nouvelle capable d'imposer la réémergence de notre famille politique lorsque le sarkozysme aura définitivement échoué et que le lepénisme aura cessé de peser.

Le MNR entend par ailleurs multiplier à la base les contacts et les actions avec toutes les

bonnes volontés d'où qu'elles viennent. Il soutiendra toutes les initiatives de rassemblement dès lors qu'elles visent à la refondation de notre courant politique et qu'elles intensifient notre combat. Dans cet esprit, le MNR va lancer une campagne de terrain contre l'islamisation du pays.

*Florence Mazol*

## Motion adoptée le 29 mars

Prenant acte de la spirale de l'échec dans laquelle est engagée notre famille politique après la triple déroute électorale de la présidentielle, des législatives et des municipales, les signataires tiennent pour autant à affirmer leur confiance dans l'avenir et le succès d'une droite de conviction ancrée dans la fidélité à ses fondamentaux, à ses valeurs et à ses principes, valeurs et principes que partage un nombre croissant de nos compatriotes, mais soucieuse d'inscrire son action dans les réalités de ce début de vingt et unième siècle. Ils appellent tous ceux qui veulent continuer le combat pour les valeurs de notre civilisation à les rejoindre et à se rassembler dans une même structure militante. Cette structure, intitulée provisoirement Comité d'initiative pour la refondation, sera fédérative.

Chaque personnalité, mouvement, association, club, groupes d'élus, qui la rejoindra conservera sa personnalité et la libre expression de sa sensibilité, étant bien entendu qu'une ligne directrice sera acceptée par tous les membres de la formation sous la forme d'une charte d'engagement sur ses principales idées forces (immigration zéro et lutte contre l'islamisation / défense des valeurs fondamentales de notre civilisation / reconstruction de nos libertés individuelles, collectives et économiques / réaffirmation de notre identité nationale et de nos identités régionales / construction d'une Europe de la puissance, etc.).

[...]Le Comité d'initiative pour la refondation sera officialisé à l'occasion d'une convention constitutive qui se déroulera à Paris fin juin. Un bureau provisoire est mis en place, chargé de prendre les contacts nécessaires, de faire les propositions en termes de dénomination, de fonctionnement et d'organisation, de rédiger des statuts, de préparer la charte fondatrice et d'organiser la convention. Il est composé, dans l'ordre alphabétique, de François Dubout (conseiller régional Nord-Pas-de-Calais), François Ferrier (conseiller régional de Lorraine, président du groupe Identité et Tradition), Roland Helie (directeur de Synthèse nationale), Annick Martin (vice-présidente du MNR), Yann Phélippeau (membre du bureau national du MNR), Robert Spieler (président d'Alsace d'abord, ancien député) et Jean-François Touzé (conseiller régional d'Ile-de-France) qui en est le coordinateur [...].

# Kosovo indépendant : un privilège exorbitant pour les musulmans

**L'Union européenne largement poussée par la France se fait l'artisan de l'indépendance du Kosovo, une province serbe majoritairement peuplée de musulmans. Pourquoi accorder à cette population islamique ce qui est refusé partout ailleurs au risque de créer un précédent susceptible de déstabiliser des nations entières ? Est-ce parce que les musulmans en Europe ont droit à un traitement privilégié ? Est-ce pour punir encore un peu plus la Serbie qui refuse de rentrer dans le moule de la « communauté internationale » ? Est-ce pour complaire aux Américains, favorable à cette solution ? Analyse.**

Une bonne partie des États membres de l'Union européenne, dont la France, vient de reconnaître l'indépendance autoproclamée du Kosovo qui, bien que majoritairement albanophone, est juridiquement serbe. Ces pays commettent une mauvaise action en ouvrant la boîte de Pandore : la révision des frontières internationales. Jusque-là, s'agissant de l'ancienne Yougoslavie, la communauté internationale ne s'était pas risquée à remettre en question les limites des anciennes républiques constituantes.

## Un précédent lourd de conséquences

Qui empêcherait demain la République turque de Chypre du Nord (RTCN) d'être légitimement représentée à l'ONU, au nom de quels principes refuserions-nous alors le légitime rattachement de la Republika Srpska à la Serbie ou de la Communauté croate de Bosnie à la Croatie, pourquoi maintiendrait-on l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, la Transnistrie ou le Somaliland dans un ostracisme diplomatique ?

Le Nagorny-Karabakh, majoritairement peuplé d'Arméniens et qui s'est arraché à la pointe de l'épée des griffes de l'Azerbaïdjan musulman, n'aurait-il pas droit à l'autodétermination comme le Kurdistan irakien ?

Sans compter que les Vingt-Sept, encouragés par Nicolas Sarkozy qui avait « demandé à l'Union européenne de soutenir dans l'unité et la fermeté la seule solution praticable au Kosovo » (source AFP), ne pourraient plus refuser demain la reconnaissance d'une sécession dans n'importe quelle partie du globe, et les occasions ne manquent pas ! Ce

qui est valable pour le Kosovo peut l'être pour le Pays basque, la Catalogne, la Transylvanie, le sud de la Slovaquie et, pourquoi pas, le... 9-3 et la Corse !

## Les pompiers pyromanes

Les pompiers de l'UE jouent au pyromane, sans compter que le Kosovo est l'une des plaques tournantes de tous les trafics qui infectent l'Europe : blanchiment d'argent, contrebande, drogue, traite des «Blanches», ventes d'armes, immigration illégale... Très paradoxalement, Martti Ahtisari, négociateur de l'ONU, semble atteint de cécité. En tant qu'ancien président de la Finlande que n'a-t-il justement proposé le statut des îles Aland pour clore le contentieux albano-serbe ? Dans les années vingt, Suède et Finlande s'étaient mises d'accord pour accorder l'autonomie totale à ce petit archipel de la mer Baltique, peuplé majoritairement de suédophones mais en le laissant juridiquement rattaché à Helsinki. La population bénéficie d'une citoyenneté protectrice à l'intérieur de la nationalité finlandaise, elle n'est pas astreinte au service national et les îles sont démilitarisées. La langue suédoise y est l'unique langue officielle. Le gouvernement de Mariehamn, la petite capitale, envoie des observateurs à Bruxelles au sein de la délégation finlandaise lorsque des sujets pouvant

concerner les îles sont abordés, et délègue des représentants au Conseil nordique, au même titre que les autres partenaires scandinaves, qui sont, eux, des États indépendants.

Pourquoi cette proposition de bon sens n'a-t-elle pas été mise sur la table ? On a parlé de ce statut alandais pour résoudre la crise des Malouines ou celle de la sécession tamoule au Sri Lanka. Que n'est-il rendu universel, pour commencer au Tibet où les Chinois se moquent comme de leur premier bol de riz des droits de l'homme !

Au pire, un statut qui pourrait convenir aux 100 000 Serbes encore accrochés à la terre de leurs ancêtres, berceau de l'histoire nationale serbe, à défaut d'une partition au niveau de Mitrovica, en secteur d'occupation français de la KFOR. Toutes les constructions sont envisageables pour satisfaire à la fois le désir d'intégrité territoriale des uns et l'élan autonome et identitaire des autres. Mais, cette fois-ci hélas, comme pour l'adhésion de la Turquie à l'UE, les moutons de l'Eurocratie s'alignent en bêlant derrière le berger américain. Et le président Nicolas Sarkozy joue un étonnant et détestable rôle de chien de garde.

**Jean-Claude Rolinat**

Auteur de Frères d'Europe  
(éditions Dualpha)



# Donnez au MNR les moyens de poursuivre son combat

*Le siège national a fourni des efforts considérables pour réduire ses frais de fonctionnement.*

*Pour continuer notre combat au service de la France et des Français et pour poursuivre une action politique efficace, nous avons besoin de votre soutien dans la défense de vos idées :*

- contre l'immigration et l'islamisation
- contre l'entrée de la Turquie dans l'Europe
- pour la défense de notre civilisation européenne et chrétienne
- pour la défense de la famille et des valeurs
- pour une Europe européenne, indépendante et puissante

*Merci d'avance de votre aide et de votre générosité.*

*Alain Vauzelle, trésorier national*

## ✓ Je fais un don au MNR :

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Courriel ..... @ .....

### Je verse :

20 €     30 €     50 €     100 €     200 €    ou     ..... €

**Chèque à l'ordre de «AFMNR»**

Votre don à l'AF-MNR vous permettra de bénéficier, dans la limite de 20% de votre revenu imposable, d'une réduction d'impôt de 66% du montant de votre don. Un reçu anonyme vous sera adressé.

*Association de financement du MNR agréée par la CCFP en date du 18 juin 1999 sous le n° P305AF99567*

**À RETOURNER À : MNR - 15, rue de Cronstadt - 75015 Paris**

# Voulez-vous d'une France où l'on détruit les églises et construit des mosquées ?

Dans de très nombreux villages de France, des églises sont menacées. Les pouvoirs publics, chargés de les entretenir, refusent d'y consacrer les moyens financiers nécessaires et attendent qu'elles soient dans un tel état de délabrement que la destruction doit être ordonnée. En agissant ainsi, l'État et les collectivités publiques ne mettent pas seulement en cause les racines spirituelles de notre pays, mais ils laissent disparaître un patrimoine architectural et artistique constitutif pourtant de notre identité multiséculaire.

## *La classe politique préfère financer les mosquées*

Dans le même temps, le gouvernement s'apprête à modifier la loi de 1905 pour permettre de financer, sur fonds publics, la construction de mosquées. Déjà, de nombreux maires socialo-communistes ou UMP (comme à Marseille) n'hésitent pas à contourner la loi pour favoriser l'édification de mosquées parfois monumentales dans leur ville.

Le favoritisme dont bénéficie l'islam en France est insupportable. C'est une atteinte grave aux principes de laïcité et une menace contre notre identité nationale que Sarkozy avait pourtant promis de défendre.

# Face à l'islamisation, le MNR défend notre identité !



Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Tél. : ..... Courriel : .....@.....

- J'apporte mon soutien au MNR et à Bruno Mégret et verse la somme de ..... €  
(chèque à l'ordre de "AF MNR").
- Je souhaite recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur le MNR.

À renvoyer à : MNR - 15, rue de Cronstadt - 75015 PARIS - Tél. : 01 56 56 64 34 - [www.m-n-r.com](http://www.m-n-r.com) ● Radio MNR : 08 92 69 69 26